

Jusqu'à 1,6 milliard d'économies possibles dans la Sécurité sociale

PIETER TIMMERMANS

Administrateur délégué de la FEB

Le gouvernement fédéral vise l'équilibre budgétaire en 2018, ce qui est un objectif noble en soi. En dépensant de manière structurelle plus que les recettes durant des années, on hypothèque en effet la génération suivante.

Mais voilà, comment s'y prendre? Augmenter les impôts? C'est néfaste pour le climat d'investissement et la confiance des consommateurs. Nous l'avons déjà appris à nos dépens. Alors, faire des économies supplémentaires? Mais où? Au sein des départements? Il existe sans doute encore des possibilités. Dans la Sécurité sociale? À ce niveau aussi, les possibilités ne sont pas encore épuisées.

Je vais donc formuler quelques pistes pouvant servir à recadrer le débat sur les économies et à favoriser une réduction progressive des dépenses. Le tout sera axé sur une maîtrise des dépenses plutôt que sur la suppression ou l'arrêt de certaines prestations.

Le rôle des entreprises

Ces derniers mois, le gouvernement Michel a misé sur le renforcement de l'assise économique de notre pays. Le tax shift, devant notamment contribuer à réduire notre handicap des coûts salariaux par rapport à nos principaux partenaires commerciaux, est arrivé à point nommé.

Sans entreprises compétitives qui développent des activités et embauchent du personnel, on ne peut que rêver d'une Sécurité sociale de qualité et largement accessible. Cette philosophie doit continuer à guider la politique des prochaines années parce qu'elle part d'un principe sain: il faut d'abord créer de la prospérité avant de pouvoir la distribuer.

Nous avons une bonne Sécurité sociale, mais nous dépensons également énormément d'argent pour elle: 28% du PIB (source: OCDE). Aussi figurons-nous dans le top trois de l'Union européenne. Nous devons dès lors nous poser avant tout la question suivante: ces précieux moyens sont-ils bien utilisés efficacement?

Théorie du rectangle

Pour répondre à cette question, il nous faut d'abord poser un certain nombre de postulats qui doivent étayer une meilleure gestion de la Sécurité sociale.

Premièrement, nous devons oser réflé-

chir au modèle qui doit sous-tendre notre Sécurité sociale. Dans ce débat, la «théorie du rectangle» revêt toute son importance: ou bien vous optez pour une large base (de nombreux bénéficiaires) et une petite hauteur (faibles allocations), ou bien vous choisissez l'inverse (des allocations plus élevées, mais plus ciblées).

Lors des négociations qui ont lieu tous les deux ans entre les partenaires sociaux au sujet de la répartition de l'enveloppe bien-être, nous ressentons bien cette dichotomie. Les syndicats plaident en faveur d'une augmentation linéaire aussi générale que possible de toutes les allocations à hauteur d'un certain pourcentage.

Quant aux employeurs, ils prônent constamment une affectation des moyens

disponibles limités là où les besoins sont les plus élevés et où il s'avère le plus nécessaire de réduire la pauvreté. Pour la FEB, la sélectivité efficace doit l'emporter sur l'inefficacité collective.

Le deuxième postulat concerne la question de savoir ce que la Sécurité sociale doit supporter ou non. Pour certains, tout nouveau besoin ou toute nouvelle demande doit être financé(e) collectivement ou par les pouvoirs publics. Nous pensons que c'est faire fausse route. Le citoyen doit également prendre une partie en charge ou il doit être aidé pour pouvoir le faire.

Le crédit-temps en constitue un bel exemple. Pourquoi ce régime doit-il être complètement supporté par les pouvoirs publics? L'épargne-carrière constitue une meilleure approche: organiser davantage sa carrière soi-même, en travaillant plus à certains moments et moins à d'autres.

Autre exemple: pourquoi ne pas faire coexister harmonieusement une pension publique adéquate complétée par une pension complémentaire généralisée (sectorielle ou d'entreprise) et l'épargne-pension individuelle?

Zero-based-budgeting

La Sécurité sociale est un filet de sécurité sur lequel nous pouvons compter lorsque nous sommes malades, sans emploi ou pensionnés. Et nous devons nous réjouir de disposer en Belgique d'un solide filet de sécurité. Il faut veiller à ce qu'il le demeure mais aussi à ce qu'il soit efficace et efficient.

Lors des prochains conclaves budgétaires, il ne sera pas possible de trouver plusieurs milliards d'euros grâce à une ou deux grandes mesures, à moins que nous n'effectuions de véritables coupes sombres ou pire encore, que nous supprimions car-

rément certaines mesures.

Eu égard à la trajectoire déjà définie

pour les économies à réaliser au cours des prochaines années, aucun parti politique n'acceptera sans doute de s'engager dans cette voie. Ne serait-il alors pas possible d'opter pour une autre approche? Celle d'un «zero-based-budgeting» consistant à «toiletter» la Sécurité sociale en passant les dépenses au peigne fin et en examinant ligne par ligne quelle dépense est encore nécessaire.

Des économies sont réalisables

Le budget total de la Sécurité sociale s'élève aujourd'hui à environ 80 milliards d'euros. Si les partenaires sociaux, en tant que gestionnaires de la Sécurité sociale, font l'exercice susvisé en collaboration avec les fonctionnaires responsables de chaque organisme parastatal de Sécurité sociale, je suis convaincu que sur plusieurs années, nous pouvons réaliser des gains d'efficacité de 1 à 2% (soit 0,8 à 1,6 milliard d'euros), sans saper les fondements de notre Sécurité sociale.

Bref, y a-t-il de l'argent à économiser dans la Sécurité sociale? Oui, sans plus, mais pas des milliards sans toucher aux fondements de notre modèle social. Des gains d'efficacité sont possibles.

Les économies dans la Sécurité sociale ne doivent pas constituer un but en soi, mais peuvent être un moyen pour maintenir le budget global de l'État en ordre. Il est en effet devenu intenable de continuer à rechercher des recettes supplémentaires ou des financements alternatifs pour alimenter des dépenses grandissant sans cesse.

Cela vaut en tout cas la peine de tenter l'exercice. Les représentants de la FEB siégeant dans les différents comités de gestion de la sécurité sociale sont prêts à y prêter leur concours, avec toute l'expertise et la diligence voulues.

Y a-t-il de l'argent à économiser dans la Sécurité sociale? Oui, sans plus, mais pas des milliards sans toucher aux fondements de notre modèle social. Des gains d'efficacité sont possibles.